

Mesurer la pauvreté multidimensionnelle selon les définitions nationales : Mise en opération de la cible 1.2 des objectifs de développement durable

Marco Pomati¹ · Shailen Nandy¹
Cardiff University

Traduction française de:

Pomati, M., Nandy, S. (2020) Measuring Multidimensional Poverty According to National Definitions: Operationalising Target 1.2 of the Sustainable Development Goals. *Social Indicators Research* 148, 105–126. <http://dx.doi.org/10.1007/s11205-019-02198-6>

Résumé

Le premier des objectifs de développement durable (ODD) assigne aux pays l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions selon les définitions nationales. Cet objectif ambitieux pose des défis considérables aux chercheurs travaillant sur la pauvreté ainsi qu'aux bureaux nationaux de statistique qui collectent les données. Notre document met l'accent sur la façon dont les différentes dimensions de la pauvreté peuvent être cartographiées et comparées, au sein et entre pays et sociétés hétérogènes, à l'aide d'une méthode appelée l'approche consensuelle de mesure de la pauvreté. Il explique comment cette approche peut éclairer différents cadres de mesure de la pauvreté (par exemple les approches fondées sur les droits, les capacités ou la privation des besoins fondamentaux), comment elle a déjà été utilisée avec succès dans les pays à revenu faible, intermédiaire et élevé, et expose quelques leçons clés et défis futurs. Les données des enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et les données des questionnaire des indicateurs de base de bien-être (QUIBB) de la Banque mondiale sont utilisées pour démontrer un consensus transnational et intra-national sur ce qui constitue un niveau de vie décent dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Nous suggérons que les plateformes existantes, comme les enquêtes nationales sur les revenus et dépenses des ménages, les EDS ou même les enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) de l'UNICEF, pourraient être utilisées (avec quelques ajouts mineurs) afin de mesurer la pauvreté multidimensionnelle des enfants et adultes.

1. Introduction

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont réussi à focaliser et à maintenir l'attention mondiale sur la question de l'extrême pauvreté et ses corrélations, dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM). Cependant, la date butoir de 2015 a été dépassée. Les agences des Nations Unies, les gouvernements nationaux et les organisations de la société civile ont fait état de divers degrés de succès dans la réalisation des objectifs fixés et sans surprise, tous les OMD n'ont pas été atteints partout ; les progrès et les succès ont été inégaux. En ce qui concerne le premier OMD, l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim¹, le succès au niveau mondial a été annoncé (Sala-i-Martin et Pinkovskiy 2010 ; Chandy et Gertz 2011 ; Nations Unies 2015), notamment en raison du rythme remarquable des progrès réalisés en Asie orientale (Chine) ces trente dernières années. Cependant, les sceptiques ont remis en question les mesures utilisées (Vandemoortele 2002 ; Townsend et *al.* 2006 ; Reddy et Pogge 2010), faisant valoir que les estimations de la pauvreté dans de nombreux pays pauvres sont d'une fiabilité douteuse, étant donné la qualité et la disponibilité des données (Jerven 2013). A cela s'ajoute la question plus fondamentale de la manière dont la pauvreté est conçue, définie et mesurée pour de tels objectifs. Le présent document passe en revue plusieurs approches actuellement utilisées pour évaluer la pauvreté multidimensionnelle et présente ensuite plus en détail un cadre spécifique, l'approche consensuelle. En utilisant les données empiriques tirées des enquêtes de la Banque mondiale sur les indicateurs de base de bien-être (QUIBB) et de l'EDS, nous soutenons que l'approche consensuelle présente des avantages évidents pour concevoir et définir la pauvreté multidimensionnelle, et qu'elle peut également servir à d'autres cadres de mesure de la pauvreté - par exemple ceux qui utilisent des approches fondées sur les droits ou qui utilisent le cadre des capacités de Sen.

2. Background: Evolving Definitions and Measures of Poverty

L'histoire de la recherche scientifique sur la pauvreté, menée dans les pays riches et pauvres est longue (Booth 1893 ; Rowntree 1901 ; Naoroji 1901). Alors que des études antérieures assimilaient la pauvreté à une insuffisance de ressources indispensables pour maintenir des niveaux minimaux de subsistance (notions plus absolutistes de la pauvreté), un important corpus de travaux universitaires réalisés au cours du dernier demi-siècle par des sociologues comme Townsend (Townsend 1954, 1970, 1979) et des économistes comme Sen (Sen 1987, 1999) a démontré que la pauvreté est beaucoup plus que le fait d'être incapable de se nourrir ou de nourrir sa famille. Les gens, où qu'ils se trouvent dans le monde, apprécient la capacité de participer aux activités sociales coutumières et d'être en mesure de répondre aux normes sociales attendues (par exemple donner des cadeaux, célébrer d'importants événements sociaux, etc.). La reconnaissance de l'importance et de l'impact de l'exclusion des normes sociales et des activités coutumières (Chase et Walker 2013) a conduit à élargir les définitions de la pauvreté pour y inclure des éléments de participation *sociale* que les premières études avaient négligés. Ces concepts et définitions plus relativistes de la pauvreté reconnaissent qu'elle devrait être mesurée en fonction du temps et du lieu, plutôt que d'utiliser uniquement un faible niveau de revenu attribué arbitrairement pour refléter la capacité des gens à couvrir leurs besoins les plus fondamentaux (Anand et al. 2010).

Les définitions officielles européennes de la pauvreté ont depuis longtemps mis en évidence cette relativité ; en 1975, le Conseil européen a défini la pauvreté comme « *les personnes ou les familles dont les ressources sont si faibles qu'elles sont exclues du mode de vie décent acceptable de l'État membre dans lequel elles vivent* » (décision du Conseil 1975). La définition a été actualisée en 1985, en précisant que les « ressources » ne sont pas seulement financières : « *on entend par pauvres les personnes, familles et groupes de personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont limitées au point de les exclure du mode de vie minimal acceptable dans l'État membre où elles vivent* » (CEE 1985). D'autres définitions internationales de la pauvreté, comme celle adoptée par 117 gouvernements lors du Sommet mondial pour le développement social (SMDD) de 1995 (Nations Unies 1995), reflètent la nature relative et plus large de la pauvreté, en référence à des niveaux de vie décents acceptables. Le SMDD a défini la « pauvreté globale » comme suit :

le manque de revenus et de ressources productives pour assurer des moyens de subsistance durables ; la faim et la malnutrition ; la mauvaise santé ; l'accès limité ou inexistant à l'éducation et aux autres services de base ; une morbidité et une mortalité accrues dues à la maladie ; l'itinérance et le logement inadéquat ; des environnements dangereux et la discrimination et l'exclusion sociales. Elle se caractérise également par un manque de participation à la prise de décision et à la vie civile, sociale et culturelle (Nations Unies 1995).

S'appliquant aussi bien aux pays à revenu élevé qu'aux pays à faible revenu, elle fournit la base théorique et méthodologique pour des mesures comparables et relatives de la pauvreté. Elle précise également que l'accès aux services de base en matière d'éducation et de santé *devrait être* reflété dans toute mesure, élargissant ainsi l'idée de ressources au-delà de celles qui appartiennent ou sont détenues par les ménages.

Malgré ces progrès, il n'en demeure pas moins que de nombreuses études et mesures officielles de la pauvreté dans les pays à faible revenu continuent de reposer sur des notions et

mesures minimales ou absolues (Ili e 1987 ; Hall et Midgley 2004). Les seuils de pauvreté officiels continuent d'utiliser des mesures monétaires basées sur les calories, basées sur la compréhension au XIXe siècle des besoins nutritionnels minimums, et ne reflètent donc pas les dimensions non matérielles, sociales ou participatives importantes de la pauvreté, ni même le besoin d'une alimentation adéquate et équilibrée sur le plan nutritionnel. Les études doivent souvent faire des hypothèses hasardeuses sur les données collectées sur l'activité économique, car on sait que ces données sont gravement faussées dans de nombreux pays (Jerven 2013). Ainsi, la recherche sur la pauvreté dans les pays riches adopte généralement une approche relativiste, avec des définitions et des notions plus larges de la pauvreté, tandis que celles menées en Afrique et en Asie continuent de s'appuyer sur des approches et des indicateurs plus absolutistes, avec des seuils inférieurs conçus pour des contextes et des temps bien différents.

Depuis 2000, cependant, des efforts notables ont été faits pour élargir la définition et la mesure de la pauvreté dans les pays à faible revenu. Le rapport « *la Voix des Pauvres* » de la Banque mondiale (Narayan et al. 2000) a souligné la nature complexe de la pauvreté, tout comme d'autres études utilisant des mesures relatives et non monétaires (Statistics South Africa 2012 ; INSAE 2007 ; Kingdon et Knight 2006 ; Klasen 2000 ; Sahn et Younger 2010 ; Gordon et Nandy 2012 ; Nandy et Pomati 2015 ; Alkire et Santos 2014). On a de plus en plus utilisé les indicateurs de résultats sociaux pour refléter les conditions de vie des gens dans les contextes de pauvreté (Alkire et Santos 2010). En tant que telles, les mesures qui reflètent la qualité des logements des populations, les niveaux de surpeuplement, l'accès aux services de base comme l'eau, l'assainissement, les soins de santé et l'éducation, qui sont tous au cœur des définitions internationalement acceptées de la pauvreté, constituent désormais la base de nombreuses études nationales et internationales sur la pauvreté, comme *l'Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités des enfants* (Fajth et al. 2012) réalisée par l'UNICEF dans plus de 45 pays. De même, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) élaboré par l'« *Oxford Poverty and Human Development Initiative* » (OPHI), utilise des données au niveau des ménages et des individus sur la santé (mortalité infantile et nutrition), l'éducation (années de scolarité et fréquentation scolaire) et la propriété des biens des ménages pour classer et comparer les pays (Alkire et Santos 2010). L'OPHI collabore avec les organismes nationaux de statistique afin d'élargir son champ d'action initial et d'y intégrer des aspects tels que l'accès aux comptes bancaires et à l'emploi, l'internet et bien sûr et la sécurité personnelle (PNUD 2019 ; NSIA 2019). Cet élargissement des définitions et des mesures signifie que la pauvreté est maintenant reflétée d'une manière plus nuancée, les chercheurs pouvant utiliser une variété de méthodes et d'outils pour refléter ses différentes dimensions. Les chercheurs utilisent également des techniques qualitatives à l'échelle microéconomique, comme les groupes de discussion et les petites enquêtes communautaires (p. ex. Baffoe et Matsuda 2017a, b) pour produire des données sur les aspects contextuels des moyens d'existence qui peuvent compléter des évaluations plus larges, basées sur des enquêtes.

Les chercheurs et les décideurs reconnaissent l'importance de ne plus se fier uniquement à des mesures monétaires (Banque mondiale 2016). L'extrême pauvreté, aux fins des OMD, a été évaluée à l'aide de l'indicateur " Dollar par jour " de la Banque mondiale, et une approche similaire est de nouveau adoptée pour le premier OMD. L'ODD 1.2 est cependant plus ambitieux dans son objectif de réduire de moitié la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté *dans toutes ses dimensions, selon les définitions nationales*. Cet objectif présente une opportunité de changer fondamentalement la manière dont la pauvreté dans le monde est conceptualisée et évaluée. Non seulement elle exige des estimations distinctes pour les enfants et les adultes, mais elle exige aussi explicitement que la pauvreté soit traitée de manière plus large, *dans toutes ses dimensions* et surtout, *selon les définitions nationales*.² Elle reconnaît que la pauvreté est à la fois multidimensionnelle et relative.

Une lecture attentive de l'ODD 1.2 soulève deux défis conceptuels pour toute mesure appliquée de la pauvreté multidimensionnelle. La première est de savoir comment établir « toutes » les dimensions possibles de la pauvreté et la seconde comment analyser la pauvreté multidimensionnelle comme une construction unique alors que, par définition, elle est composée de dimensions multiples. Ce dernier défi fait actuellement l'objet d'une grande partie de la littérature universitaire, avec deux approches principales pour mesurer la pauvreté relative³ : l'idée de Townsend de la privation relative (Townsend 1979) et l'approche des capacités de Sen (Sen 1999). Chaque tradition et les développements méthodologiques qui y sont liés ont conduit à des réponses différentes aux questions sur la manière dont une série d'indicateurs peut être empiriquement sélectionnée et agrégée en un seul indicateur (pour des exemples récents de l'approche de privation relative, voir Nandy et Pomati 2015 ; Guio et *al.* 2017 et pour un exemple inspiré de l'approche des capacités voir Alkire et Santos 2014).

Le premier défi, qui consiste à établir une liste de « toutes » les dimensions de la pauvreté, est paradoxalement le moins exploré des deux (Gursky et Kanbur 2006), en particulier dans les pays à revenu moyen et faible. C'est l'objet de notre document. Nous soutenons qu'il est important de traiter cette question séparément de celle de l'agrégation afin de fournir une plateforme de dialogue et une appréciation des différentes conceptions et définitions de la pauvreté. L'établissement d'un consensus sur ce qui est important et ce qui l'est moins est essentiel pour toute mesure ou estimation de la pauvreté. Compte tenu de la volonté des chercheurs et des institutions d'élargir la définition de la pauvreté, il est important d'élaborer une stratégie de recherche claire pouvant mener à la collecte systématique de données qui reflètent la compréhension du public pour une définition véritablement nationale de la pauvreté. Nous avons fourni plus haut des exemples d'approches telles que la « mesure de privation individuelle » (MPI) qui ne cherchent pas à établir un consensus et se sont plutôt appuyées sur des experts nationaux et sur la disponibilité d'indicateurs dans des enquêtes représentatives au niveau national comme les EDS et les MICS (enquêtes par grappes à indicateurs multiples) pour guider la sélection de leurs indicateurs. Par contre, certains chercheurs ont eu recours à des groupes de discussion pour mieux comprendre les dimensions de la pauvreté à partir de la base, mais pour diverses raisons, soit ils ne corroborent pas leurs conclusions au moyen d'enquêtes représentatives à l'échelle nationale, soit ils se sont focalisés davantage sur le niveau de vie et les moyens de subsistance plutôt que sur la simple définition de la pauvreté. L'établissement d'un consensus est en effet une entreprise assez difficile, et nous examinons maintenant les études qui ont tenté de le faire.

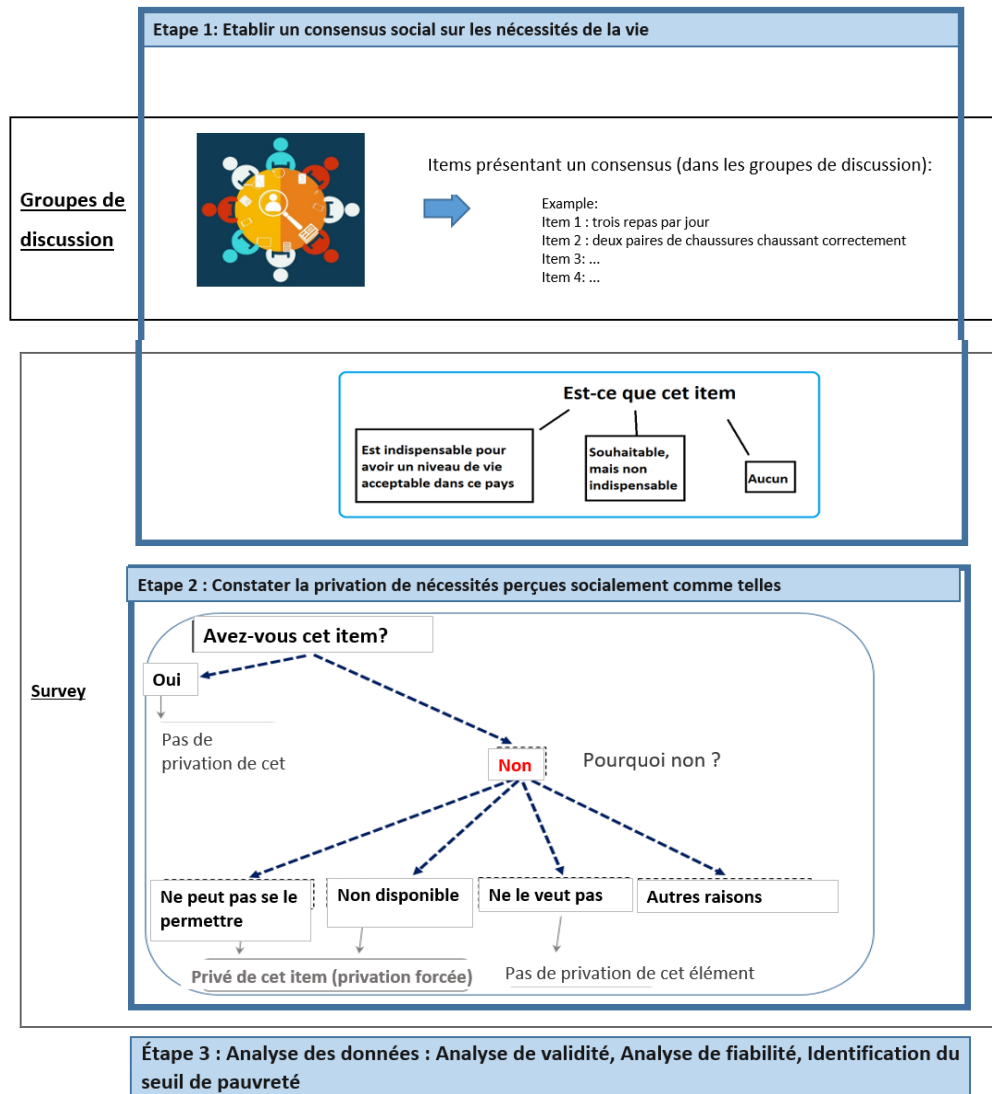
3. Obtention d'un consensus

Une première tentative systématique visant à déterminer quels biens et activités ont été évalués par le grand public aux fins de la mesure de la pauvreté a découlé d'une réaction aux travaux pionniers de Townsend (Townsend 1979). Il avait fait valoir que la pauvreté signifiait « le manque de ressources pour obtenir les types d'alimentation, participer aux activités et aux conditions de vie et d'agrément qui sont habituels, ou du moins largement encouragés ou approuvés dans les sociétés auxquelles ils appartiennent » (Townsend 1979, p. 31). Townsend et ses collègues ont dressé une liste d'éléments et d'activités à partir de leurs propres idées des besoins, puis l'ont présentée au grand public (Piachaud 1987). Partant de ce constat et reconnaissant les critiques à l'égard d'une approche « dirigée par des experts », Mack et Lansley (1985) ont élaboré et appliqué ce que l'on appelle maintenant l'approche consensuelle (AC). Leur but était de rechercher un consensus public sur ce qui était un niveau de vie inacceptable au Royaume-Uni et de découvrir si quelqu'un se situait en dessous de cette norme publiquement définie. Leur contribution, et leur innovation méthodologique, a été de donner au public une voix dans le processus de définition de ce qu'est la pauvreté et, ce faisant, de suggérer comment la mesurer. Ils ont démontré à quel point le public était unanime sur la nécessité de mesurer la pauvreté et les niveaux de vie décents pour aller au-delà des niveaux de base de nourriture et de logement, et inclure des éléments tels que les activités sociales et la participation culturelle/civique. Utiliser des groupes de discussion avec divers publics pour dresser une liste d'éléments et d'activités que tout le monde au Royaume-Uni devrait être en mesure d'avoir ou de faire. Mack et Lansley ont élaboré un module de questions pour les enquêtes représentatives à l'échelle nationale qui demandait aux enquêtés quels éléments/activités ils considéraient « indispensables et que tous les gens devraient pouvoir se permettre et dont ils ne devraient pas avoir à se passer ». On a également demandé aux enquêtés s'ils possédaient ou avaient possédé les articles ou les activités et, dans la négative, si c'était parce qu'ils n'en voulaient pas ou parce qu'ils n'avaient pas les moyens de les acheter. Ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter un article ou une nécessité jugés indispensables ou essentiels par la majorité de la population ont été comptés comme étant privés de cet article ou nécessité, le nombre total de privations donnant à chaque répondant une note dans un indice de privation matérielle (Gordon et Townsend 2000, p. 76 à 79). Comme le montre la figure 1, l'approche consensuelle comporte donc deux premières étapes interdépendantes : premièrement, l'établissement d'un consensus sur une liste de besoins socialement perçus comme des « nécessités de la vie » (« *socially perceived necessities* ») et, deuxièmement, la mesure dans laquelle les gens ne peuvent se permettre ces nécessités et en sont ainsi privés. Une troisième étape comprend l'analyse statistique pour sélectionner des éléments valides et fiables et l'identification du seuil de pauvreté (Gordon et Townsend 2000 ; Guio et al. 2017). Dans le présent document, nous nous concentrons plus particulièrement sur la première étape, qui, selon nous, peut enrichir notre compréhension des différentes dimensions de la pauvreté.

Les travaux novateurs de Mack et Lansley ont inspiré des études similaires dans le monde entier (p. ex. Halleröd 1995 ; Halleröd et al. 1997 ; Abe 2004 ; Saunders et al. 2008 ; Saunders 2011 ; Veladez-Martinez et al. 2018 ; Noble et al. 2004). Chacune des études subséquentes a démontré qu'il y avait un degré élevé de consensus parmi le public sur ce qui constitue un niveau de vie minimal acceptable, et que ce consensus s'appliquait à différents groupes sociaux et économiques. Mack et Lansley avaient montré qu'une proportion importante de la population britannique en 1985 n'avait pas les moyens de plusieurs nécessités, et qu'environ une personne

sur sept [~14%, 7,5 millions de personnes] était privée de trois nécessités ou plus (Mack et Lansley 1985). Toutefois, la création de nécessités par le biais de l'approche consensuelle a été contestée, et les critiques ont soulevé trois questions : (1) la façon dont le consensus a été établi ; (2) la définition et la compréhension du consensus ; et (3) l'impact potentiel des préférences adaptatives lorsque l'on demande aux pauvres ce qui devrait constituer des normes minimales pour une population. Walker (1987) a souligné l'importance de la transparence et du dialogue dans l'établissement d'une liste de nécessités, soutenant que les sondages, même lorsqu'ils sont réalisés par des groupes de discussion, sont limités dans leur capacité de refléter les éléments socialement perçus ; cela ne peut vraiment se produire que lorsque les enquêtés ont l'occasion « d'écouter les opinions des autres et de discuter avec eux... » . (p. 219), et non au moyen d'un questionnaire administré individuellement. Il a recommandé l'utilisation de techniques qualitatives pour valider l'approche consensuelle et pour établir une définition de la pauvreté.

Fig.1 : Etapes et méthodologie de l'approche consensuelle



Walker a préconisé une approche qualitative itérative et approfondie, où le dialogue est encouragé et où, après plusieurs itérations, un consensus peut émerger. On pourrait faire valoir qu'à mesure que les sociétés s'enrichissent et deviennent plus inégales, comme cela s'est produit au cours des 30 dernières années (Alvaredo et al. 2018), et que de nouvelles normes sociales et coutumes émergent, il peut devenir plus difficile d'établir un consensus sur les nouveaux « besoins », et des études exploratoires plus approfondies seraient donc utiles. La critique de Walker souligne l'importance d'offrir des occasions de dialogue entre les enquêtés pendant les groupes de discussion (ou tout autre processus de délibération). Il sert à rappeler que les points et la formulation des questions doivent être rigoureusement examinés et que le processus doit être rendu transparent pour le public.

McKay (2004) a remis en question l'utilisation du terme « consensus ». Il a contesté l'idée que les études utilisant l'approche pouvaient démontrer un consensus suggérant plutôt que le terme « majoritaire » était une façon plus précise de décrire la méthode ; McKay a soutenu que le consensus implique qu'une majorité claire des enquêtés identifierait exactement le même ensemble de points qu'indispensables ou non indispensables, alors que l'approche de Mack et Lansley a le but plus modeste et direct de déterminer quels points et activités sont approuvés par la majorité - une approche démocratique pour ainsi dire.

Enfin, les critiques ont soulevé des préoccupations quant à l'impact potentiel des préférences adaptatives sur la détermination du degré de consensus. La théorie des préférences adaptatives postule que les personnes élevées ou vivant dans la pauvreté peuvent avoir des « horizons limités », et donc des attentes moindres quant à ce qu'elles (et d'autres) devraient avoir ou avoir droit, par exemple pouvoir recevoir une éducation, un emploi rémunérateur, accéder à un traitement lorsqu'elles sont malades, et un soutien en cas de besoin...). Ces attentes réduites de la part de certains enquêtés (c.-à-d. les pauvres) peuvent donc faire en sorte que la société sous-estime les nécessités de la vie de la société, ou comme le soutient Nussbaum,

les désirs/souhaits et les préférences des gens répondent à leurs croyances au sujet des normes et de leurs propres possibilités. Ainsi, les gens ajustent généralement leurs désirs pour refléter le niveau de leurs possibilités disponibles.... Les personnes appartenant à des groupes qui n'ont pas, de façon persistante, eu accès à l'éducation ou à un emploi à l'extérieur du foyer, peuvent être lentes à désirer ces choses parce qu'elles ne savent peut-être pas à quoi elles ressemblent ou ce qu'elles peuvent signifier dans une vie comme la leur (Nussbaum 1999 : p. 11).

L'accepter exclurait en effet les pauvres et découragerait les demandes de changements radicaux ou de normes plus élevées. Il est suggéré que les horizons limités sont une source potentielle de biais, car ils peuvent conduire à une expression restreinte de ce que sont ou devraient être les normes sociales, ce qui les rend peu fiables. Les préférences adaptatives sont sans aucun doute une question importante pour la recherche sur la pauvreté (Burchardt 2004 ; Wright et Noble 2013 ; Halleröd 2006 ; Nandy et Pomati 2015) mais il subsiste une certaine incertitude quant à leur fonctionnement universel ou dans des contextes particuliers. Il est donc utile d'examiner si les préférences adaptatives sont effectivement présentes et si elles affectent la détermination d'une liste de nécessités ; si elles n'affectent pas les points de vue de la société sur ce qui est indispensable pour tous, alors tout devrait être fait pour inclure les voix des pauvres dans la définition et la mesure de la pauvreté (Narayan et *al.* 2000 ; Noble et *al.* 2004).

Malgré ces préoccupations, il est difficile de nier qu'il est souhaitable d'établir et de convenir d'une série d'éléments (biens et services) que les gens, quel que soit leur niveau d'éducation, leur milieu social et culturel, appuient, car cela contribuerait à l'articulation d'une idée de la pauvreté fondée sur les concepts de démocratie et de citoyenneté (Veit Wilson 1987). Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, l'approche consensuelle a été utilisée conjointement avec l'approche de Townsend. La théorie de la privation relative, mais il n'y a aucune raison pour laquelle d'autres approches ne pourraient pas l'appliquer de manière cohérente. Par exemple, les partisans de l'approche des capacités de Sen pourraient l'utiliser pour s'assurer de la valeur humaine particulière des « libertés » (capacités) dans un pays donné à un moment donné. Ceux qui préconisent une approche fondée sur les droits (pour des applications empiriques de cette approche, voir Gordon et *al.* 2003 ; Chzhen et Ferrone 2017) pourraient l'utiliser pour définir ce qui constitue les droits humains fondamentaux et les besoins humains, etc.

Jusqu'à présent, l'approche consensuelle a été appliquée avec succès dans tous les pays à

revenu élevé, y compris les 28 pays de l'Union européenne (EUROSTAT 2012), ainsi que dans des études nationales en Belgique (Van den Bosch 2001), Finlande (Halleröd et *al.* 2006), Suède (Halleröd 1994, 1995), Japon (Abe et Pantazis 2013), Corée du Sud (Kim and Nandy 2018) et Australie (Saunders 2011). Des chercheurs l'ont également appliqué au Bangladesh (Mahbub 2007), au Bénin (Nandy et Pomati 2015), au Vietnam (Davies et Smith 1998), au Mali (Nteziyaremye et MKNelly 2001), en Tanzanie (Kaijage et Tibaijuka 1996), en Afrique du Sud (Noble et *al.* 2004 ; Wright 2008) et au Zimbabwe (Mtapuri 2011). Plus récemment (2016/2017), des pays aussi divers que les Îles Salomon et le Royaume des Tonga dans le Pacifique Sud, ainsi que l'Ouganda, l'ont utilisé dans leurs enquêtes nationales sur les ménages pour estimer la pauvreté multidimensionnelle des enfants et des adultes. Les chercheurs ont également eu recours à des groupes de discussion et à des enquêtes pour élaborer des indicateurs spécifiques par genre de la pauvreté multidimensionnelle. Par exemple, Wisor et ses collaborateurs (2016) ont explicitement sollicité le point de vue d'hommes et de femmes pauvres en Angola, au Malawi, au Mozambique, aux Philippines, au Népal, aux Fidji et en Indonésie sur leur conception et leur compréhension de la pauvreté. La « mesure de privation individuelle » (MPI) qui en résulte est présentée comme étant « multidimensionnelle, sensible au genre et inclusive dans sa compréhension de la pauvreté, en accord avec les points de vue des femmes et des hommes ayant vécu une expérience de privation »⁴ et couvre les questions relatives à l'alimentation, l'eau, le logement, la santé, l'éducation, l'énergie/le carburant, les relations, les vêtements, la violence, la planification familiale, le milieu, la voix, les horaires de travail (Hunt et *al.* 2017).

4. Données et méthodes

Nous montrons maintenant comment l'approche consensuelle (AC) peut être utilisée pour démontrer un consensus sur les nécessités de la vie à la fois entre les pays et au sein des pays. Nous utilisons les données individuelles de l'enquête EMICOV/EDS 2006 pour le Bénin et les données des questionnaires sur les indicateurs de base de bien-être (QUIBB) pour le Libéria (2010), le Mali (2006), la Guinée (2007) et le Gabon (2005) (Ajayi 2006). Les enquêtés ont été interrogés sur le fait d'avoir certaines choses ou d'être en mesure de faire une gamme d'activités (p. ex. pouvoir envoyer les enfants à l'école, avoir accès à des moyens contraceptifs, etc.) indispensables pour un niveau de vie décent⁵. Les données QUIBB n'étaient pas disponibles au niveau individuel pour le Gabon et la Guinée, nous avons utilisé les pourcentages indiqués sur le site Web du Réseau international d'enquêtes auprès des ménages (www.ihsn.org). Nous n'avons pas été en mesure d'effectuer des analyses statistiques plus approfondies sur ces deux pays ; ils ne figurent donc que dans nos comparaisons descriptives des niveaux d'approbation des besoins entre pays. Pour le Bénin, le Libéria et le Mali, des analyses plus approfondies ont été possibles, pour voir si et comment l'opinion publique sur les points/activités pris en compte essentiel variait selon les caractéristiques socio-économiques. Pour ce faire, on a comparé les pourcentages par groupe à l'aide de ratios de risque relatif (RRR). Les intervalles de confiance (IC à 95 %) sont fournis pour le RRR, avec des ajustements faits pour le regroupement et la stratification des échantillons. Tous les détails sur les enquêtes du QUIBB peuvent être obtenus auprès de Réseau international d'enquêtes auprès des ménages, où toutes les métadonnées (questionnaires, détails d'échantillonnage, etc.) sont déposées. La taille des échantillons variait de 6 000 cas au Mali à plus de 17 000 cas au Bénin (voir tableau 1).

Tableau 1 : Bases de données utilisées

Bases de données	de	Taille de l'échantillon	Informations complémentaires
Benin, EDS	2006	17500	Micro-données obtenues sur le site Web
Gabon, QUIBB	2005	7900	Les pourcentage présentés (Fig. 2) sont disponibles sur le site : http://catalog.ihsn.org
Guinée, QUIBB	2007	7500	
Liberia, QUIBB	2010	6000	Micro-données obtenues auprès des bureaux de statistiques
Mali, QUIBB	2006	5000	

Les enquêtes portaient sur les conditions de vie des populations et sur l'accès à l'habillement, à la nourriture, au logement, aux soins de santé, aux transports et au travail, à l'éducation et aux loisirs. Il s'agit là de domaines dans lesquels toute mesure significative de la pauvreté multidimensionnelle doit être prise en compte. La mission mondiale de 2016 sur la pauvreté a établi une liste similaire de thèmes pour toute mesure de la pauvreté, à savoir la nutrition, l'état de santé, l'éducation, le logement, l'accès au travail et la sécurité personnelle (Banque mondiale 2016, p. 158).

Les enquêtes QUIBB/EMICOV comportaient deux questions :

- (1) Pensez-vous que les éléments suivants sont indispensables pour maintenir un niveau de vie décent?
- et
- (2) Êtes-vous convaincu que votre ménage répond à des besoins décents tels que....[en ce qui concerne la même liste d'articles demandés précédemment] ?

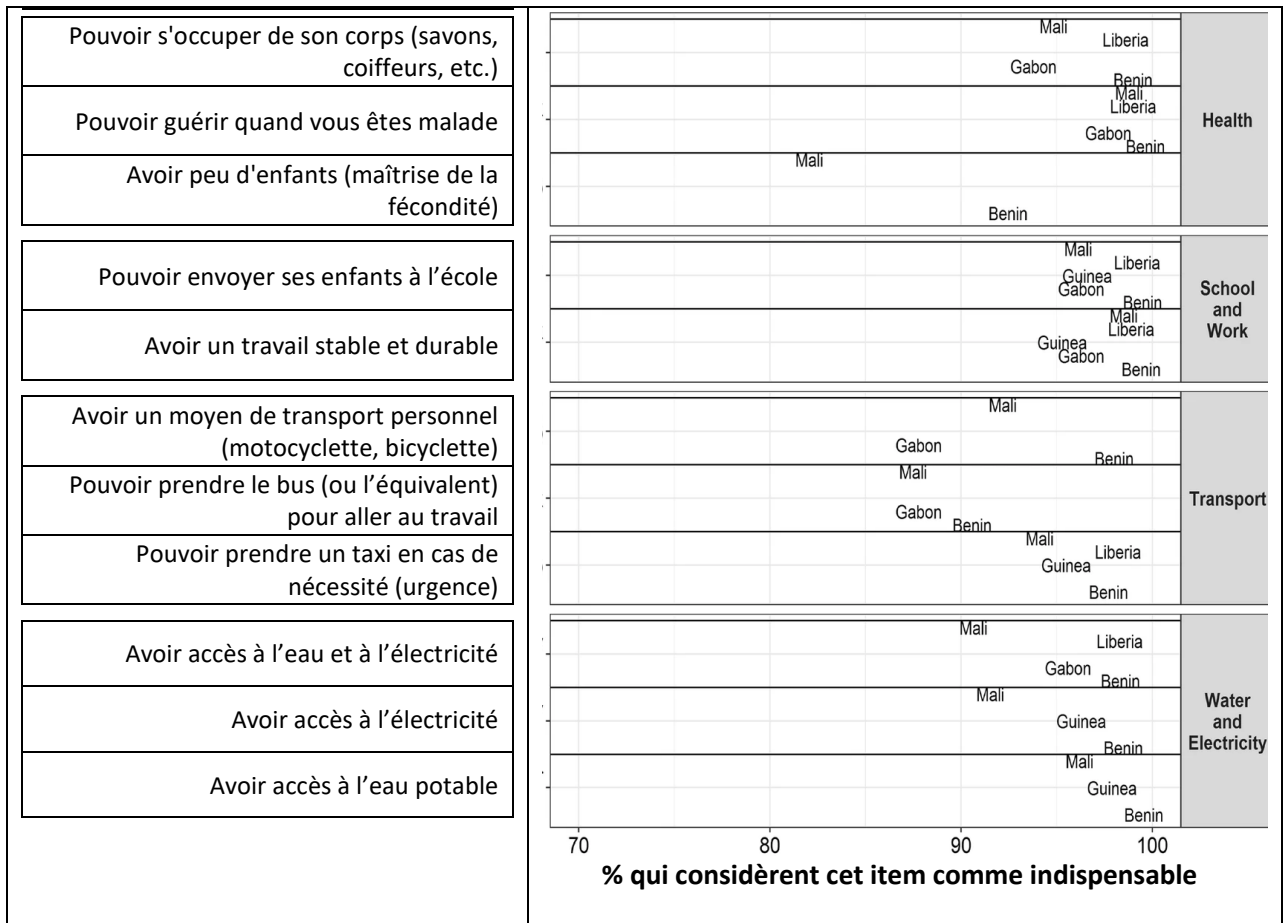
Ces deux questions sont conceptuellement équivalentes aux éléments d'enquête des étapes 1 et 2 de la figure 1. Les réponses peuvent servir à plusieurs fins : premièrement, pour évaluer ce que les gens d'un pays à l'autre jugent indispensable pour atteindre un niveau de vie décent ; deuxièmement, pour montrer s'il existe un consensus entre les pays et à l'intérieur des pays sur ce qui constitue un niveau de vie décent ; et troisièmement, pour montrer quelle proportion des gens dans une société sont privés des éléments d'un niveau de vie décent social (deuxième étape). Dans le présent document, nous nous concentrons sur les deux premiers points et reconnaissons que ces questions concernent principalement les besoins et les réponses des adultes et ne tiennent donc pas compte des besoins et des droits des enfants. Même lorsque les questions portent sur les besoins des enfants, elles le font du point de vue des parents/tuteurs ; le QUIBB et d'autres plateformes pourraient bénéficier de l'intégration des leçons apprises dans des travaux plus récents qui portent directement sur les perceptions de la pauvreté chez les enfants (p. ex. Barnes et Wright 2012 ; Bradshaw 2016). Néanmoins, nous soutenons que la question 1 correspond généralement aux types de questions posées à l'étape 1 (voir la figure 1) des enquêtes de l'approche consensuelle. Par exemple, l'enquête sur l'approche consensuelle menée en Ouganda (voir annexe) demandait aux enquêtés si les éléments présentés étaient essentiels pour jouir d'un niveau de vie acceptable en Ouganda aujourd'hui. En revanche, la formulation de la question 2 est quelque peu différente de celle de l'approche consensuelle habituelle (voir l'étape 2 de la figure 1 et l'exemple de l'Ouganda) en annexe), mais comme nous l'avons mentionné plus haut dans le présent document, nous ne nous focaliserons pas sur cette étape.

5. Résultats

Nous présentons une description des proportions d'adultes dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest - Bénin, Libéria, Gabon, Guinée et Mali – qui ont répondu à la question du QUIBB de savoir si un article ou des activités, (ou items), sont indispensables pour maintenir un niveau de vie décent. Tous les pays n'ont pas posé des questions pour tous les éléments, mais les enquêtés de tous les pays ont été interrogés sur au moins un élément des catégories suivantes : consommation, alimentation, santé, école et travail, transport et services de base (eau et électricité).

Les figures 2 et 3 montrent qu'il existe un consensus au niveau national dans chacun des pays (en utilisant un seuil de 50 % à la Mack et Lansley 1985). Dans la plupart des cas, on s'entend presque à l'unanimité sur les articles et les activités (« items ») qui contribuent à un niveau de vie décent. Plus de 70 % des enquêtés déclarent que tous ces items sont de première nécessité et sont donc indispensables. La seule exception est le Gabon, où moins de 50 % des personnes interrogées ont déclaré qu'il n'était pas indispensable de pouvoir manger des céréales, des tubercules ou du riz tous les jours. Cependant, plus de 50 % des personnes interrogées au Gabon sont d'accord pour dire qu'elles devraient pouvoir se permettre de se payer des légumes, de la viande ou du poisson tous les jours, et plus de 80 % des personnes interrogées dans les cinq pays pensent qu'elles devraient pouvoir se permettre trois repas par jour chaque jour.

Fig.3 : Pourcentage, pour chaque pays, des enquêtés qui considèrent la nécessité de certains items non-alimentaires et de consommation pour maintenir un niveau de vie décent.
Source : calculs des auteurs sur les données du QUIBB.



Si le consensus entre les pays est évident, il est également important qu'il y ait un consensus au sein des pays, entre les groupes géographiques et socio-économiques. Les micro-données complètes pour le Gabon et la Guinée (avec des variables géographiques et socio-économiques infranationales) n'étant pas disponibles, nous utilisons les données du Mali, du Libéria et du Bénin pour montrer comment le consensus se maintient entre les différents groupes au sein des pays.

La figure 4 montre, pour les trois pays, la proportion de la population qui considère les items comme indispensables, en fonction de l'âge, de la région de résidence, de l'éducation (supérieure, sans éducation, pré-scolaire, primaire, secondaire ou supérieure) et du fait que les gens vivent dans des zones rurales ou urbaines (dans ces pays, les habitants ruraux sont généralement plus pauvres). Pour le Libéria et le Bénin, nous considérons également l'accord par ethnie et religion.⁶ Pour chacun de ces groupes, nous considérons comme une nécessité l'éventail de l'approbation minimale et maximale de chaque élément. L'extrémité gauche de chaque barre représente donc le niveau d'approbation le plus bas, tandis que l'extrémité droite représente le

niveau d'approbation le plus élevé. Les barres représentent l'éventail des réponses à la question sur la nécessité d'items individuels ; les barres courtes représentent une plus grande concordance dans les réponses et les barres longues une plus grande différence dans les réponses. Par exemple, dans la Fig. 4, la plus grande différence au Bénin est constatée en ce qui concerne la possibilité d'avoir des légumes tous les jours ; la proportion d'enquêtés qui pensent que c'est indispensable varie de 72 % dans la région des lignes Col à presque tous les enquêtés (95 %) dans Alibori (étiquettes omises à titre d'illustration). En omettant les étiquettes des régions et des autres groupes dans la Fig. 4, nous pouvons nous concentrer plus facilement sur (i) le degré de variation (et d'absence de variation), (ii) les niveaux minimaux d'approbation et (iii) les différences les plus importantes. Au Mali, la variation régionale est plus grande pour certains items (comme le montre la barre plus longue) comme le fait de pouvoir acheter un poste de télévision : environ la moitié (52 %) des personnes interrogées à Gao ont jugé cela indispensable, comparé à presque tout le monde (95 %) à Bamako. Le Libéria présente moins de variations régionales, mais plus de différences selon l'origine ethnique pour certains items vestimentaires : 56 % des enquêtés Krahn approuvent le fait d'avoir au moins deux paires de chaussures et le même pourcentage approuve le fait d'avoir au moins deux ensembles de vêtements. De plus, 48 % des enquêtés n'ayant " aucune instruction " approuvent le fait d'avoir au moins deux ensembles de vêtements, comparativement à 73 % des enquêtés ayant fait des études universitaires ; c'est le seul élément qui, une fois ventilé selon toutes ces caractéristiques, présente un groupe avec un accord inférieur à 50 %. A l'exception des items vestimentaires au Libéria, les variations, selon que le ménage se trouve dans une zone urbaine ou rurale, la religion, l'âge et l'éducation, sont généralement faibles dans les trois pays.

Bien qu'une certaine variation soit naturelle, elle est minime au Mali et au Bénin, surtout si l'on considère les différences potentielles de perspectives et de conditions de vie des adultes d'âges, de niveaux d'éducation et de lieux de résidence ruraux-urbains différents. La source de la plus grande variation est la région géographique ; les barres plus longues au Mali suggèrent que les différences entre les régions sont grandes pour ce qui est des items indispensables à un niveau de vie décent. Le Libéria présente beaucoup plus de variations, en particulier en ce qui concerne les articles tels que les chaussures et les vêtements. Cependant, il est important de noter, qu'à l'exception du fait d'avoir deux ensembles de vêtements, il n'y a en aucun cas de barres inférieures à 50 %, ce qui signifie que la plupart des gens, qu'ils soient jeunes ou âgés, instruits ou non, vivant en milieu rural ou urbain, d'origines ethniques différentes et pratiquant différentes religions, pensent que ces autres items sont importants. Nous considérons cette preuve d'un consensus public sur ce qui constitue des nécessités pour un niveau de vie décent.

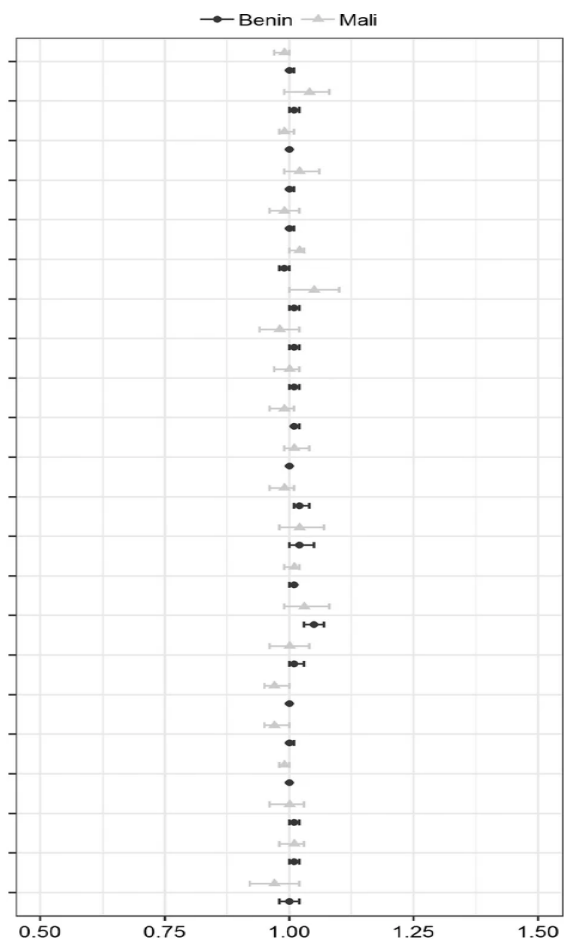
Nous passons maintenant à la question des préférences adaptatives et de la possibilité de biaiser les normes et standards définis par la population pour mesurer et analyser la pauvreté. Les données du QUIBB peuvent être utilisées pour regrouper les enquêtés en groupes « pauvres » et « non pauvres », par exemple les enquêtés qui déclarent que leur revenu est instable par rapport à ceux qui ne le sont pas, ceux qui déclarent ne jamais pouvoir épargner par rapport à ceux qui le peuvent, ou ceux qui se considèrent comme les plus pauvres par rapport à leur communauté par rapport à ceux qui se considèrent comme assez riches ou parmi les plus riches.

La figure 5 présente les ratios de risque relatif pour différents groupes de pauvres et de non-pauvres considérant les items comme des nécessités pour un niveau de vie décent, ainsi que leurs intervalles de confiance (IC) à 95 %. Les ratios de risque relatif (RRR) montrent la probabilité, ou le risque, qu'un groupe (dans notre cas, le groupe le plus pauvre) pense qu'un item est essentiel par rapport à un autre groupe. Dans nos chiffres, un risque relatif de 2 signifie que le groupe le plus pauvre est deux fois plus susceptible de considérer l'item comme indispensable que le groupe non pauvre. De même, un risque relatif de 0,5 implique que le groupe le plus pauvre est deux fois moins susceptible de penser à un article comme étant une nécessité, etc. Lorsque les IC croisent 1, il n'y a pas de différence statistiquement significative entre ce que les enquêtés pauvres et non pauvres considèrent comme une nécessité. Si des préférences adaptatives étaient présentes, on s'attendrait à ce que les « pauvres » soient systématiquement moins enclins à penser qu'un item est une nécessité. On s'attendrait donc à ce que la plupart des risques relatifs apparaissent en dessous de 1.

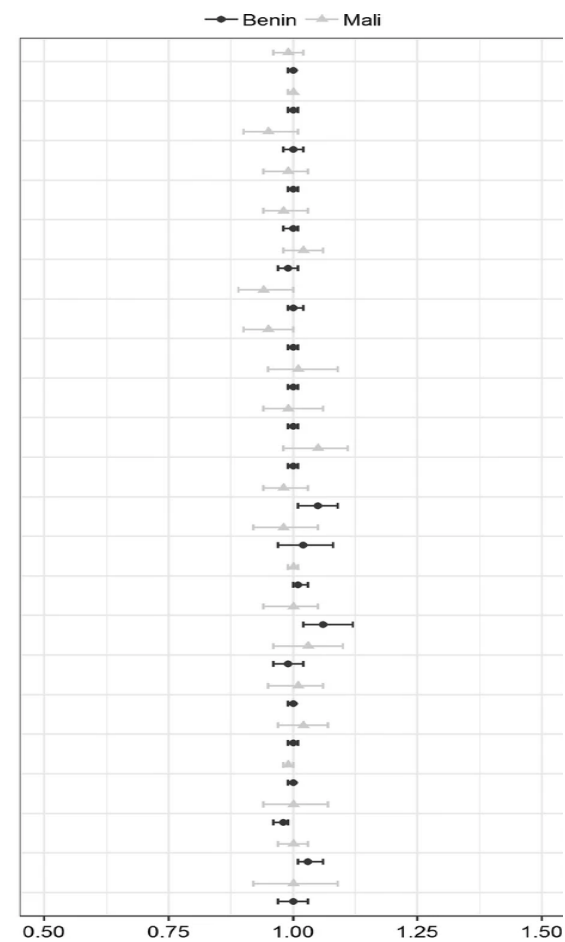
La figure 5 montre qu'il n'y a guère de différences statistiquement significatives ou importantes dans ce qui est considéré comme une nécessité entre les enquêtés qui ont déclaré « vivre bien ou raisonnablement bien » et ceux qui ont déclaré vivre « avec difficulté », et ceux qui se trouvent dans les quintiles supérieur et inférieur.

Fig.5 : Ratios de risque relatif comparant le pourcentage d'enquêtés les plus riches et les plus pauvres qui considèrent qu'un item est indispensable pour maintenir un niveau de vie décent. Source : Calculs des auteurs sur les données du QUIBB.

Pouvoir envoyer ses enfants à l'école
Avoir plusieurs paires de chaussures (au moins deux)
Avoir un travail stable et durable
Avoir un poste de radio
Avoir un moyen de transport personnel
Avoir un logement (en tant que locataire ou propriétaire)
Avoir plusieurs vêtements pour se changer
Avoir des tables et des lits dans le logement
Avoir accès à l'eau et à l'électricité
Avoir accès à l'électricité
Avoir accès à l'eau potable
Manger de la viande ou du poisson tous les jours
Manger des légumes tous les jours
Prendre trois repas par jour
Manger des céréales ou des tubercules tous les jours
Pouvoir prendre le bus (ou l'équivalent) pour aller au travail
Pouvoir s'occuper de son corps (savons, coiffeurs, etc.)
Pouvoir prendre un taxi en cas de nécessité
Pouvoir guérir quand vous êtes malade
Pouvoir acheter un poste de télévision
Un bon repas les jours de fête (dimanche, cérémonie, etc.)
Avoir peu d'enfants (maîtrise de la fécondité)



Vit bien ou raisonnablement bien / avec difficulté



Les plus riches / les plus

Fig.6 : Ratios de risque relatif comparant le pourcentage d'enquêtés ayant différents niveaux d'épargne et de stabilité financière qui considèrent qu'un item est indispensable pour maintenir un niveau de vie décent. Source : Calculs des auteurs sur les données du QUIBB

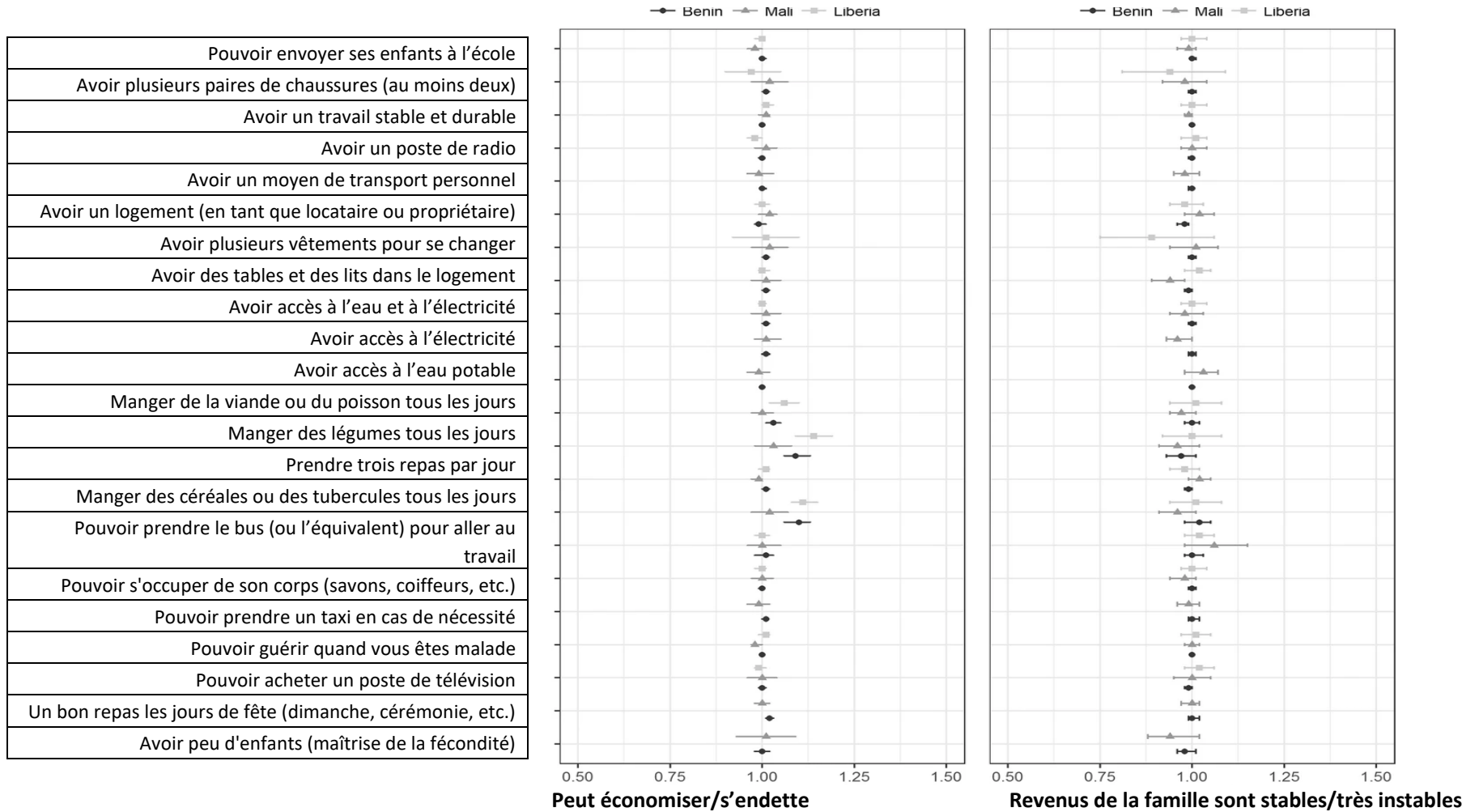


Fig.7 Pourcentage de ceux qui considèrent un item comme indispensable selon le nombre de privations

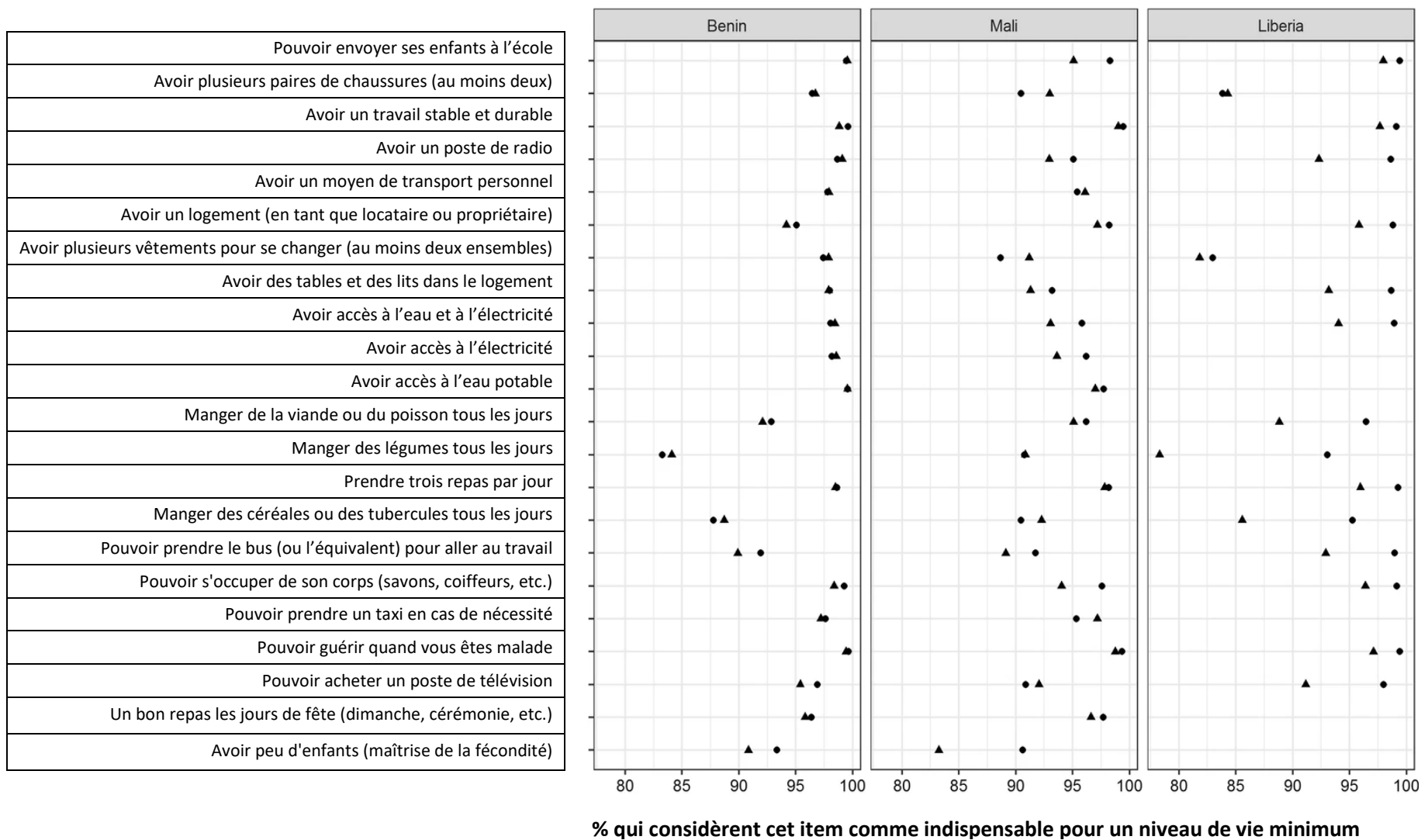
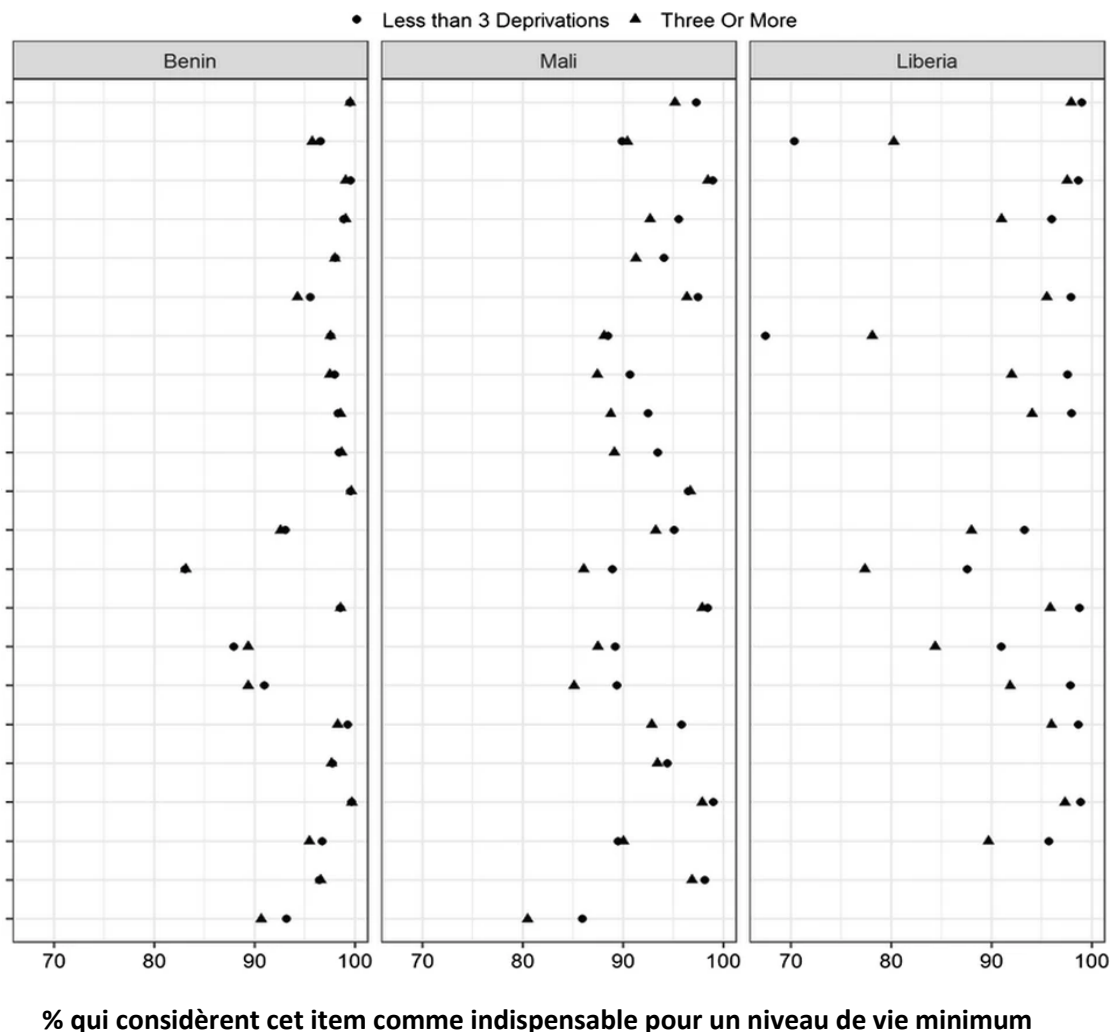


Fig.8 Pourcentage de ceux qui considèrent un item comme indispensable en fonction du nombre de privations en utilisant un seuil de trois

Pouvoir envoyer ses enfants à l'école
Avoir plusieurs paires de chaussures (au moins deux)
Avoir un travail stable et durable
Avoir un poste de radio
Avoir un moyen de transport personnel
Avoir un logement (en tant que locataire ou propriétaire)
Avoir plusieurs vêtements pour se changer
Avoir des tables et des lits dans le logement
Avoir accès à l'eau et à l'électricité
Avoir accès à l'électricité
Avoir accès à l'eau potable
Manger de la viande ou du poisson tous les jours
Manger des légumes tous les jours
Prendre trois repas par jour
Manger des céréales ou des tubercules tous les jours
Pouvoir prendre le bus (ou l'équivalent) pour aller au travail
Pouvoir s'occuper de son corps (savons, coiffeurs, etc.)
Pouvoir prendre un taxi en cas de nécessité
Pouvoir guérir quand vous êtes malade
Pouvoir acheter un poste de télévision
Un bon repas les jours de fête (dimanche, cérémonie, etc.)
Avoir peu d'enfants (maîtrise de la fécondité)



La figure 6 confirme également qu'il y a peu de différences entre ceux qui déclarent être en mesure d'épargner et ceux qui s'endettent, et entre les niveaux de stabilité du revenu familial déclarés. La plupart des RRR sont très proches de 1 et très peu présentent des différences statistiquement significatives. Pour le Mali et le Bénin, où elles sont statistiquement significatives, elles sont inférieures à 1,10 ou supérieures à 0,90, ce qui indique de très faibles différences dans l'approbation des items comme nécessités entre les enquêtés ayant des niveaux de vie différents, qu'ils soient objectifs ou subjectifs. Le Libéria présente plus de variation que le Mali et le Bénin pour les articles d'habillement (chaussures et vêtements neufs). C'est au Libéria que l'on constate la plus grande différence dans les proportions de personnes qui approuvent les nouveaux vêtements et chaussures, entre celles qui se situent dans les 20 % du haut et les 20 % du bas. Un peu plus de 60 % des plus riches sont susceptibles d'appuyer ces items, comparativement à environ 75 % de ceux du quintile inférieur. Ces deux points devraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie, bien qu'il faille souligner que plus de 50 % de chaque groupe approuve ces points.

Enfin, nous avons répété la même analyse en utilisant le nombre d'items dont les enquêtés sont privés. Pour les besoins de cette analyse, nous avons considéré ceux qui n'étaient « pas satisfaits du tout » comme étant privés de cet item (pour une approche similaire, voir Nandy et Pomati 2015). Nous avons ensuite cherché à savoir si les ménages les plus démunis sont également moins susceptibles de penser que certains items sont indispensables que ceux dont les niveaux de privation sont moins élevés. Nous avons comparé des ménages sans privations et cinq ou plus (Fig. 7) et répété la même analyse en comparant ceux ayant moins de trois et trois privations ou plus (Fig. 8).

Notre analyse montre que, bien qu'il y ait quelques différences, plus de 70 % approuvent tous les items et que, pour la plupart d'entre eux, les différences sont faibles (moins de cinq points de pourcentage de différence entre les groupes les moins favorisés et les plus défavorisés). Dans l'ensemble, nous ne trouvons que très peu de preuves de préférences adaptatives pour certains éléments, et nous ne pensons pas que cela constitue une preuve suffisante pour miner l'approche consensuelle.

6. Discussion

Nous avons analysé la première étape de l'approche consensuelle en utilisant les données du QUIBB de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, et nous soutenons qu'elle peut éclairer une gamme d'autres approches pour mesurer la pauvreté, en particulier pour comprendre quelles dimensions de la pauvreté sont importantes pour les personnes de tous les pays. Des différences méthodologiques plus claires apparaîtront sans doute au cours de la deuxième étape (sélection et agrégation), et celles-ci refléteront des conceptions différentes de la pauvreté. Par exemple, l'approche consensuelle met l'accent sur la construction d'un indice de privation, où un indice plus élevé est considéré comme le résultat direct de niveaux de ressources plus faibles (additivité), et qui mène à des niveaux élevés acceptés de validité et de fiabilité des mesures (Nandy et Pomati 2015 ; Guio et al. 2017). En revanche, des indices comme l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) (Alkire et Santos 2010), inspiré de l'approche par les capacités, ont généralement utilisé la disponibilité d'indicateurs dans les enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) et les enquêtes sanitaires mondiales («*World Health Surveys*») qui font appel à la valeur et à l'intérêt de la santé, l'éducation et les niveaux de vie fondamentaux (combustible pour cuisson, assainissement, eau, électricité, sols et biens essentiels

des ménages), avec moins d'intérêt porté à la question des problèmes de fiabilité et de complémentarité. Ces différences méthodologiques en entraîneront inévitablement d'autres dans la façon dont les indices et les mesures sont construits, agrégés et ensuite estimés.

Malgré cela, il est évident que la plupart des approches de la pauvreté peuvent (et devraient) bénéficier du processus de consultation du public sur les besoins. Les réponses aux questions sur l'eau et l'électricité (Fig. 1 et 2), orientent vers des idées établies de services de base qui sont déjà inclus dans des indices comme le IPM (Alkire et Santos 2010, 2014), l'approche de privation de Bristol (« *Bristol Deprivations* ») (Gordon et al. 2003), l'approche de l'UNICEF des privations multiples chevauchantes (« *UNICEF's Multiple Overlapping Deprivations Approach*») (De Neubourg et al. 2013) et l'approche consensuelle (Noble et al. 2004 ; Nandy et Pomati 2015). La figure 2 souligne l'importance des célébrations et de la possibilité de participer aux activités sociales habituelles (par exemple prendre un bon repas lors d'occasions spéciales, pouvoir se payer des articles de toilette et autres articles de soins personnels). Elle montre également la demande de mesures de sécurité alimentaire qui vont au-delà de la détection de la sous-alimentation dans les ménages. Il s'agit par exemple de la consommation quotidienne de protéines et de légumes, ce qui donne à penser que les mesures de la pauvreté socialement réalistes ne sont pas suffisamment axées sur la calorie et la sous-alimentation. Du point de vue des capacités, la figure 3 montre une demande pour la capacité et les ressources concernant la santé et la fertilité ; pour empêcher que la santé d'une personne ne restreigne sa liberté et pour exercer un pouvoir sur ses capacités reproductives. De même, les autres questions montrent une demande pour la capacité de s'éduquer et d'avoir un travail durable ainsi que la capacité d'être là où l'on peut effectuer des activités quotidiennes et d'urgence importantes (par exemple, s'occuper de parents). Dans l'ensemble, quelle que soit l'approche adoptée, les données présentées ont des implications claires pour la compréhension de la pauvreté dans toutes ses nombreuses dimensions, ainsi que pour les demandes connexes en matière de politique publique et sociale (santé, éducation, politiques des transports) et de niveaux de ressources (avec des implications tant pour les niveaux personnels de ressources, la croissance et la redistribution).

Notre analyse démontre un degré élevé de consensus et d'accord sur ce qui constitue un niveau de vie décent. L'approche consensuelle constitue donc un moyen utile et fiable de produire des données sur les mesures de la pauvreté multidimensionnelle définies au niveau national, comme l'exige la cible 1.2 des ODD.

La façon dont ces éléments ont été initialement sélectionnés dans les enquêtes QUIBB (informations que nous n'avons pas pu obtenir) et la formulation des questions sur la santé, l'école et le travail, les transports, l'eau et l'électricité pourraient être améliorées en précisant si elles devraient être fournies comme biens publics, peuvent poser problème. La privation pourrait alors être identifiée comme étant soit une privation due à l'insuffisance des ressources (ne peut pas se permettre), soit un manque d'approvisionnement (non disponible, voir Fig. 1, étape 2). Toutefois, on pourrait également faire valoir que la formulation générique actuelle (par exemple, l'accès à l'eau potable) met l'accent sur les besoins (l'objectif de la mesure de la pauvreté) plutôt que sur la façon dont ces besoins sont satisfaits, ce qui peut sans doute faciliter la conclusion d'accords entre des personnes de tendances politiques différentes. De même, l'inclusion de questions spécifiques (comme par exemple dans le cas de trois aliments : manger de la viande ou du poisson, des légumes ou des céréales ou des tubercules tous les jours) ainsi que de questions plus générales (trois repas par jour) peut aider à analyser le soutien entre groupes et pays similaires et différents respectivement. En fin de compte, ces questions peuvent être explorées de manière empirique, et l'approche consensuelle implique une étape qualitative de discussions de groupe et d'entretiens cognitifs par questionnaire pour aborder ces questions importantes (pour un

exemple britannique, voir Fahmy, Sutton et Pemberton 2015 ; pour l'Afrique du Sud voir Barnes et Wright 2012).

Plusieurs pays vont au-delà de ce qui a été fait dans les enquêtes QUIBB, pour poser des questions concernant les besoins des enfants et des adultes séparément, ce qui, encore une fois, est ce que la cible 1.2 du ODD exige. Cela se produit dans le Pacifique Sud (Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Kiribati) et en Ouganda, où l'enquête nationale auprès des ménages de 2017 comprenait un module de questions utilisant l'approche consensuelle - une liste complète des éléments pour enfants et adultes inclus dans l'enquête nationale auprès des ménages de 2017 est présentée en annexe (tableaux 2 et 3).

Des programmes de recherche bien établis dans différents domaines universitaires (par exemple les projets METAGORA (OCDE 2008) et AFROBAROMETRE, www.afrobarometer.org) ont contribué à notre compréhension des perceptions des populations sur la démocratie, la corruption et les droits humains en Afrique, leur (in)satisfaction quant à la fourniture des services publics de base et leurs propres priorités économiques et politiques. D'autres programmes d'enquête comme MICS de l'UNICEF (MICS, www.childinfo.org) et EDS financé par l'USAID (DHS, www.measuredhs.com) recueillent des informations précieuses sur les conditions de vie des gens et sont de plus en plus utilisés pour étudier la pauvreté multidimensionnelle (Gordon et *al.* 2003 ; Nandy et Gordon 2009 ; Alkire et Santos 2010) ainsi que les liens entre pauvreté et autres questions, comme la qualité de gouvernance (Halleröd et *al.* 2013). L'ajout d'un court module de questions, afin d'obtenir un consensus sur les niveaux de vie et les attentes des gens, à des plates-formes comme les EDS et les MICS, aiderait les futures évaluations de la pauvreté multidimensionnelle pour les ODD.

7. Conclusions

L'extrême pauvreté reste un défi mondial, que les ODD reconnaissent. En appelant à l'éradication de la pauvreté " dans toutes ses dimensions ", la cible 1.2 des ODD va au-delà des OMD, exigeant des gouvernements et des organisations internationales qu'ils collectent et désagrègent des données sur la pauvreté, sur la base des définitions nationales. De plus en plus, des études confirment qu'il existe un large consensus parmi le public dans différents pays sur les nécessités de la vie, ou les niveaux de vie décents. Nos analyses démontrent qu'il devrait être possible d'élaborer des normes et des règles internationales convenues pour des items qui reflètent un niveau de vie minimal acceptable qui s'applique à l'intérieur des pays et entre eux. Nous avons limité le présent document à la mesure des règles et normes plutôt qu'à l'établissement d'un seuil de pauvreté fondé sur les privations. Nous l'avons fait parce que, bien que l'élaboration d'indices de pauvreté multidimensionnelle ait fait l'objet de beaucoup d'attention, les applications de la recherche sont souvent peu claires quant aux raisons qui sous-tendent l'inclusion de certains indicateurs de pauvreté non monétaires. Dans le contexte des objectifs de réduction de la pauvreté des ODD, nous soutenons qu'il convient de s'intéresser à la manière de parvenir à un consensus et de réfléchir sur la légitimité de certains indicateurs (qu'ils soient fondés sur les droits, la privation de consommation ou le manque d'accès aux services de base) plutôt que de se concentrer uniquement sur leur combinaison dans un seul chiffre global.

Il ne fait aucun doute que l'approche consensuelle peut évoluer, en particulier en ce qui concerne la transparence quant aux nécessités à prendre en compte. Des études et enquêtes récentes en Afrique du Sud, dans le Pacifique Sud et en Ouganda ont été plus explicites dans la couverture des besoins des enfants - par exemple en posant des questions sur des articles tels que des jouets éducatifs, des livres adaptés aux enfants d'âges différents, et même l'argent de poche.

Bien que chacune des études menées dans les pays à faible revenu ait démontré avec succès les mérites de l'approche consensuelle, il ne s'agit que d'une seule étude nationale. Une étude transnationale utilisant le même instrument d'enquête (ou un instrument similaire) dans un ensemble de pays à faible revenu serait utile. Notre document montre qu'il serait possible d'inclure des articles spécifiques pour une mesure nationale ainsi que des articles plus génériques (par exemple, trois repas par jour) pour les mesures internationales. De telles données montreraient s'il existe un consensus au sein des sociétés sur ce que les gens considèrent comme indispensable (nécessaire/essentiel) pour un niveau de vie « décent » ou, selon les termes des ODD, à quoi ressemble la pauvreté « dans toutes ses dimensions ». Ce niveau de vie « décent » ne se limite pas à la capacité des gens d'accéder aux biens et aux services par le biais du marché ; il pourrait également inclure les droits établis dans les accords relatifs aux droits de l'homme et les besoins fondamentaux pour lesquels il n'est peut-être pas possible de répondre aux besoins du marché. Cela constituerait alors la base d'une définition démocratique de la pauvreté multidimensionnelle, acceptée par les nations alliées, et fournirait un nombre comparable de dimensions de la pauvreté dans tous les pays.

Notes de bas de page:

¹ School of Social Sciences, Cardiff University, Cardiff, UK

² Les ODD ne précisent pas ce que sont les définitions nationales; nous sommes d'accord avec Valadez-Martínez et *al.* (2018, p. 700) pour dire que ces définitions " fondées sur l'accord consensuel des membres du public, habilite les citoyens à participer à la création de nouveaux indicateurs sociaux et leur permettent de réfléchir et de définir les biens et services indispensables pour atteindre un niveau de vie décent ".

³ Il existe un large éventail de cadres d'analyse de la pauvreté (pour un examen approfondi, voir Boltvinik 1998). Nous nous focalisons ici en particulier sur les deux méthodologies qui ont été le plus largement utilisées pour mesurer la privation relative dans différents pays.

⁴ www.individualdeprivationmeasure.org/idm/methodology/Accessed, 18 juin 2019.

⁵ Nous tenons également à remercier le personnel des bureaux nationaux de l'UNICEF et des bureaux de pays de l'UNICEF au Mali et au Libéria pour l'aimable soutien qu'ils nous ont apporté en nous aidant à accéder à ces données.

⁶ Sur la base des données disponibles pour le Bénin, nous considérons les catégories suivantes pour la religion : Traditionnel (Vodoun), Autre traditionnel, Islam, Catholique, Protestant méthodiste, Autre protestant, "Céleste", Autres chrétiens, Autres religions, Aucune religion). Nous considérons également les ethnies/nationalités suivantes : Adja et apparentées, Bariba et apparentées, Dendi et apparentées, Fon et apparentées, Yoa, Lokpa et apparentées, Batammariba et apparentées, Peul et apparentées, Yoruba et apparentées, Pays frontaliers du Bénin, Autres pays, Autre.

Pour le Libéria, nous considérons les religions suivantes : religion chrétienne, musulmane, africaine traditionnelle, autre religion, sans religion et les ethnies suivantes : Bassa, Belle, Dey, Gbandi, Gio, Gola, Grebo, Kpelle, Kissi, Krahn, Krou, Loma, Mandingo, Mano, Mende, Sapo, Vaï, Libérien naturalisé, Congolais-Libérien/Américano-Libérien. Pour plus de détails, voir la Fig. 4.

QC18 Téléphone portable individuel pour les enfants en école secondaire									
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Articles et activités pour les enfants, en Ouganda 2016-17. Enquête nationale des ménages. *Source* : Bureau des statistiques Ougandais (2016), Enquête Nationale des ménages, Ouganda 2016-17, questionnaire des enquêtes socio-économiques, sect 12B, UBOS, Kampala, Ouganda.

QA3 Deux paires de chaussures chaussant correctement, y compris une paire toutes saisons									
QA4 Une petite somme d'argent disponible toutes les semaines pour les dépenses personnelles									
QA5 Remplacer les vêtements usagés par des vêtements neufs (et non de seconde main)									
QA6 Se réunir avec ses amis ou sa famille une fois par mois pour un repas/un verre									
QA7 Célébrations des occasions spéciales, comme Noël et l'Aïd									
QA8 Aller à des mariages, enterrements et autres événements de ce type									
QA9 Etre capable d'avoir accès à des transports publics fiables et sécurisés (ex : bus/car et bateaux)									
QA10 Avoir assez d'argent pour payer les frais d'inscription des enfants à l'école									
QA11 Avoir assez d'argent pour emmener les enfants malades à un centre médical									

Articles et activités pour tous les membres du ménage et les adultes, en Ouganda 2016-17. Enquête nationale des ménages. *Source* : Bureau des statistiques Ougandais (2016), Enquête Nationale des ménages, Ouganda 2016-17, questionnaire des enquêtes socio-économiques, sect 12B, UBOS, Kampala, Ouganda

Bibliographie

- Abe, A. (2004). Saiteigen no Seikatsu Suijun ni Kansuru Shakaiteki Hyoka [Public opinion of minimum standard of living]. *Kikan Shakai Hosho Kenkyu [Journal of Social Security Research]*, 39(4), 403–414.
- Abe, A., & Pantazis, C. (2013). Comparing Public Perceptions of the Necessities of Life across Two Socie- ties: Japan and the United Kingdom. *Social Policy and Society*, 13(1), 69–88.
- Ajayi, O. O. (2006). Experiences in the Application of the Core Welfare Indicator Questionnaire (CWIQ) Survey Technology in Africa: The Journey So Far. *The African Statistical Journal/Le Journal Statis- tique Africain*, 3, 189–210.
- Alkire, S., & Santos, M. E. (2010). Acute multidimensional poverty: A new index for developing countries. OPHI Working Paper Nr. 38. Oxford: Oxford University.
- Alkire, S., & Santos, M. E. (2014). Measuring acute poverty in the developing world: Robustness and scope of the multidimensional poverty index. *World Development*, 59, 251–274.
- Alvaredo, F., Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (2018). *World Inequality Report*. Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press.
- Anand, S., Segal, P., & Stiglitz, J. E. (Eds.). (2010). *Debates on the measurement of global poverty*. Oxford: Oxford University Press.
- Baffoe, G., & Matsuda, H. (2017a). An empirical assessment of households' livelihood vulnerability: The case of rural Ghana. *Social Indicators Research*, 140(3), 1225–1257.
- Baffoe, G., & Matsuda, H. (2017b). An empirical assessment of rural livelihood assets from gender perspec- tive: Evidence from Ghana. *Sustainability Science*, 12(3), 815–828.
- Barnes, H., & Wright, G. (2012). Defining child poverty in South Africa using the socially perceived neces- sities approach. In A. Minujin & S. Nandy (Eds.), *Global child poverty and well-being: Measurement, concepts, policy and action*. Bristol: The Policy Press.
- Booth, C. (1893). Life and labour of the people in London: First results of an enquiry based on the 1891 census. *Journal of the Royal Statistical Society*, LIV(IV), 600–643.
- Bradshaw, J. (2016). *The wellbeing of children in the UK*. Bristol: The Policy Press.
- Burchardt, T. (2004). *Are one man's rags another man's riches? Identifying adaptive expectations using panel data*. London: Academic Press.
- Chandy, L., & Gertz, G. (2011). *Poverty in numbers: The changing state of global poverty from 2005 to 2015*. Washington D.C.: Brookings Institute.
- Chase, E., & Walker, R. (2013). The co-construction of shame in the context of poverty: Beyond a threat to the social bond. *Sociology*, 47(4), 739–753.
- Chzhen, Y., & Ferrone, L. (2017). Multidimensional child deprivation and poverty measurement: Case study of Bosnia and Herzegovina. *Social Indicators Research*, 131(3), 999–1014.
- Council Decision (1975). 75/458/EEC of 22nd July 1975—Concerning a programme of pilot schemes and studies to combat poverty. In European Commission (ed) OJ 99/3430.7.75.
- Davies, R., & Smith, W. (1998). *The basic necessities survey: The experience of action aid in vietnam*. London: Action Aid.
- De Neubourg, C., Chai, J., de Milliano, M., & Plavgo, I. (2013). Step-by-step guidelines to the multiple overlapping deprivation analysis (MODA). UNICEF Office of Research Working Paper. WP-2012-10. Florence: UNICEF Office of Research-Innocenti.
- EEC (1985). On specific Community action to combat poverty (Council Decision of 19 December, 1984) 85/8/E.E.C. *Official Journal of the European Communities*, 2/24.
- Eurostat,. (2012). *Measuring material deprivation in the EU: Indicators for the whole population and child-specific indicators*. Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Fahmy, E., Sutton, E., & Pemberton, S. (2015). Determining the 'necessities of life' in the 2012 PSE-UK survey. In L. Camfield & K. Roelen (Eds.), *Mixed methods in Poverty Research: Advancing the Art*. London: Palgrave.
- Fajth, G., Kurukulasuriya, S., & Engilbertsdottir, S. (2012). A Multidimensional response to tackling child poverty and disparities: Reflections from the global study on child poverty and disparities. In A. Minu- jin & S. Nandy (Eds.), *Global child poverty and well-being: Measurement, concepts, policy and action* (pp. 525–543). Bristol: The Policy Press.
- Gordon, D., & Nandy, S. (2012). Measuring child poverty and deprivation. In A. Minujin & S. Nandy (Eds.), *Global*

- child poverty and well-being: Measurement, concepts, policy and action (pp. 57–101). Bristol: The Policy Press.
- Gordon, D., Nandy, S., Pantazis, C., Pemberton, S., & Townsend, P. (2003). *Child poverty in the developing world*. Bristol: The Policy Press.
- Gordon, D., & Townsend, P. (2000). *Breadline Europe: The measurement of poverty*. Bristol: Policy Press.
- Guio, A. C., Gordon, D., Najera, H., & Pomati, M. (2017). *Revising the EU material deprivation variables*. Luxembourg: European Union.
- Gursky, D. B., & Kanbur, R. (Eds.). (2006). *Poverty and inequality*. Stanford: Stanford University Press.
- Hall, A. J., & Midgley, J. (2004). *Social policy for development*. London: Sage Publications Ltd.
- Hallerod, B. (1994). *A new approach to direct consensual measurement of poverty*. University of New South Wales: Social Policy Research Centre.
- Hallerod, B. (1995). The truly poor: Indirect and direct measurement of consensual poverty in Sweden. *Journal of European Social Policy*, 5(2), 111–129.
- Halleröd, B. (2006). Sour grapes: Relative deprivation, adaptive preferences and the measurement of poverty. *Journal of Social Policy*, 35(3), 371–390.
- Halleröd, B., Bradshaw, J., & Holmes, H. (1997). Adapting the consensual definition of poverty. In D. Gordon & C. Pantazis (Eds.), *Breadline Britain in the 1990s*. Aldershot: Ashgate.
- Halleröd, B., Larsson, D., Gordon, D., & Ritakallio, V. M. (2006). Relative deprivation: A comparative analysis of Britain, Finland and Sweden. *Journal of European Social Policy*, 16(4), 328–345.
- Halleröd, B., Rothstein, B., Adel, D., & Nandy, S. (2013). Bad governance and poor children: A comparative analysis of government efficiency and severe child deprivation in 68 low- and middle-income countries. *World Development*, 48, 19–31.
- Hunt, J., Bessell, S., Crawford, J., Fisk, K., Nguyen, H., Pham, T., et al. (2017). *The individual deprivation measure: Methodology update 2017*, Australian National University. Melbourne: Canberra and International Women's Development Agency.
- Ilfie, J. (1987). *The African poor: A history*. Cambridge: Cambridge University Press.
- INSAE. (2007). *Enquete modulaire integree sur les conditons de vie des menages (EMICov) Benin*. Cotonou, Benin: INSAE.
- Jerven, M. (2013). *Poor numbers: How we are misled by African development statistics and what to do about it*. Ithaca: Cornell University Press.
- Kaijage, F., & Tibaijuka, A. (1996). *Poverty and social exclusion in Tanzania*. Geneva: ILS.
- Kim, E., & Nandy, S. (2018). Multidimensional child poverty in Korea: Developing child-specific indicators for the sustainable development goals. *Child Indicators Research*, 11(3), 1029–1050.
- Kingdon, G., & Knight, J. (2006). Subjective well-being poverty vs. income poverty and capabilities poverty? *Journal of Development Studies*, 42(7), 1199–1224.
- Klasen, S. (2000). Measuring poverty and deprivation in South Africa. *Review of Income and Wealth*, 46(1), 33–58.
- Mack, J., & Lansley, S. (1985). *Poor Britain*. London: Allen and Unwin.
- Mahbub Uddin Ahmed, A. I. (2007). Consensual poverty in Britain, Sweden and Bangladesh: A comparative study. *Bangladesh e-Journal of Sociology*, 4(2), 56–77.
- Mckay, S. (2004). Poverty or preference: What do 'consensual deprivation indicators' really measure? *Fiscal Studies*, 25(2), 201–223.
- Mtapuri, O. (2011). Developing and asset threshold using the consensual approach: Results from Mashonal and West, Zimbabwe. *Journal of International Development*, 23, 29–41.
- Nandy, S., & Gordon, D. (2009). Children living in squalor: shelter, water and sanitation deprivations in developing countries. *Children, Youth and Environments*, 19(2), 202–228.
- Nandy, S., & Pomati, M. (2015). Applying the consensual method of estimating poverty in a low income African setting. *Social Indicators Research*, 124(3), 693–726.
- Naoroji, D. (1901). *Poverty and Un-British rule in India*. London: Swan Sonnenschein & Co., Ltd.
- Narayan, D., Chambers, R., Shah, M. K., & Petesch, P. (2000). *Voices of the poor volume I can anyone hear us ? Voices from 47 countries*, World Bank, Washington DC. Retrived http://siteresources.worldbank.org/BRAZILINPOREXTN/Resources/3817166-1185895645304/4044168-1186324101142/17voices_of_the_poor_1.pdf.
- Noble, M., Ratcliffe, A., & Wright, G. (2004). Conceptualizing, defining and measuring poverty in South Africa: An

- argument for a consensual approach. Oxford: Centre for the Analysis of South African Social Policy, University of Oxford.
- NSIA. (2019). Afghanistan multidimensional poverty index 2016–2017. Kabul: NSIA.
- Nteziyaremye, A., & Mknelly, B. (2001). Mali poverty outreach study of the Kafo Jiginew and Nyesigiso credit and savings with education programs. CA: Davis.
- Nussbaum, M. (1999). *Sex and social justice*. New York: Oxford University Press.
- OECD. (2008). Measuring human rights and democratic governance: Experiences and lessons from Metagora. *OECD Journal on Development*, 9(2), 1–37.
- Piachaud, D. (1987). Problems in the definition and measurement of poverty. *Journal of Social Policy*, 16(2), 147–164.
- Reddy, S. & Pogge, T. (2010). How not to count the poor. In S. Anand, P. Segal & J. Stiglitz (Eds.), *Debates on the measurement of global poverty*. Oxford: Oxford University Press New York.
- Rowntree, S. B. (1901). *Poverty: A study of town life*. London: Macmillan.
- Sahn, D., & Younger, S. D. (2010). Living standards in Africa. In S. Anand, P. Segal, & J. E. Stiglitz (Eds.), *Debates on the measurement of global poverty* (pp. 372–425). Oxford: Oxford University Press. Sala-I-Martin, X. & Pinkovskiy, M. (2010). African poverty is falling... Much faster than you think. Cambridge: National Bureau of Economic Research(NBER) Working Paper 15775
- Saunders, P. (2011). *Down and out: Poverty and exclusion in Australia*. Bristol: The Policy Press.
- Saunders, P., Naidoo, Y., & Megan, G. (2008). Towards new indicators of disadvantage: Deprivation and social exclusion in Australia. *The Australian Journal of Social Issues*, 43(2), 175–194.
- Sen, A. (1987). *The standard of living*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Statistics South Africa (2012). *Subjective poverty in South Africa: Findings of the living conditions survey 2008/2009*. Pretoria.
- Townsend, P. (1954). Measuring poverty. *British Journal of Sociology*, 5(2), 130–137.
- Townsend, P. (1970). *The concept of poverty*. London: Heinemann.
- Townsend, P. (1979). *Poverty in the United Kingdom*. Harmondsworth: Penguin Books Ltd.
- Townsend, P., Gordon, D., & Pantazis, C. (2006). The international measurement of ‘absolute’ and ‘overall’ poverty: Applying the 1995 Copenhagen definitions to Britain. In C. Pantazis, D. Gordon, & R. Levitas (Eds.), *Poverty and social exclusion in Britain: The Millennium survey*. Bristol: The Policy Press.
- UNDP (2019). *Sierra leone multidimensional poverty index*. Freetown: UNDP Sierra Leone.
- United Nations (1995). *The Copenhagen declaration and programme of action: world summit for social development 6–12 March 1995*. New York.
- United Nations (2015). *The Millennium Development Goals Report 2015*. New York City. Valadez-Martínez, L., Padley, M., & Torres Penagos, M. F. (2018). A dignified standard of living in Mexico: Results of a pilot study of the minimum income standard approach. *Social Indicators Research*, 140, 695.
- Van Den Bosch, K. (2001). *Identifying the poor: Using subjective and consensual measures*. Aldershot: Ashgate.
- Vandemoortele, J. (2002). Are we really reducing global poverty? In P. Townsend & D. Gordon (Eds.), *World Poverty: New policies to defeat an old enemy*. Bristol: The Policy Press.
- Veit Wilson, J. (1987). Consensual approaches to poverty lines and social security. *Journal of Social Policy*, 16(2), 183–211.
- Walker, R. (1987). Consensual approaches to the definition of poverty: Towards an alternative methodology. *Journal of Social Policy*, 16(2), 213–225.
- Wisor, S., Bessel, S., Castillo, F., Crawford, J., Donaghue, K., Hunt, J., et al. (2016). *The individual deprivation measure: A gender-sensitive approach to poverty measurement—updated version*. Melbourne: International Women’s Development Agency.
- World Bank (2016). *Monitoring Global Poverty: Report of the Commission on Global Poverty*. Washington D.C.
- Wright, G. (2008). Findings from the indicators of poverty and social exclusion project: A profile of poverty using the socially perceived necessities approach: Key Report 7. Pretoria.
- Wright, G., & Noble, M. (2013). Does widespread lack undermine the socially perceived necessities approach to defining poverty? Evidence from South Africa *Journal of Social Policy*, 42(1), 147–165.